

Tests des ONG sociales pour la présidence allemande de l'Union Européenne

Janvier - juillet 2007

Ces tests résument ce que la présidence allemande peut faire pour aider l'UE à évoluer vers une Europe plus sociale et respectueuse des droits fondamentaux. La Plate-forme sociale évaluera les progrès de la présidence dans chacun de ces secteurs à la fin de son mandat. Ce document a été réalisé en collaboration avec les membres de la Plate-forme sociale et approuvé par le conseil de pilotage le 7 décembre 2006.

TEST 1 sur l'avenir de l'Europe – La présidence allemande a-t-elle instauré un débat transparent et démocratique sur le traité constitutionnel en plaçant l'accent sur la nécessité de renforcer la dimension sociale du futur texte?

Pour réussir le test 1, les membres de la Plate-forme sociale invitent la présidence allemande à:

- Discuter avec les autres États membres du pourquoi et du comment de **la nécessaire intégration de la dimension européenne dans les débats politiques nationaux**. Les ONG sociales s'inquiètent de constater que le terme «UE» ait rarement été prononcé dans le cadre des récentes élections aux Pays-Bas et de la nomination de Ségolène Royale au poste de candidate socialiste à la présidence française. Ce constat détonne avec les signaux lancés par les deux référendums demandant une plus grande implication du public dans les affaires européennes;
- Reconnaître **qu'un nouveau traité constitutionnel est nécessaire, qu'il ne peut être adopté sans un large soutien des citoyens européens** et que ce soutien ne peut s'obtenir que par un **processus transparent et démocratique**;
- Garantir que les négociations sur le futur traité conservent l'acquis positif, ce qui englobe en particulier la Charte européenne des droits fondamentaux, l'article consacré à la démocratie participative et la clause relative à l'intégration horizontale des questions sociales et d'égalité prévue dans la partie III¹;
- Réfléchir aux répercussions d'une gouvernance socio-économique et à la **nécessité de prendre des mesures ambitieuses pour rendre les «objectifs sociaux de l'UE» plus visibles aux yeux des citoyens et les préserver face aux objectifs économiques et de marché unique de l'UE**;

¹ Pour en savoir plus à ce sujet, [téléchargez ici](#) la contribution de la Plate-forme sociale à la période de réflexion sur le traité constitutionnel.

- **Renforcer la visibilité et la clarté du processus en créant un site internet unique** (basé sur le modèle mis au point pour la Convention sur l'avenir de l'Europe) décrivant clairement la manière dont le débat sera structuré, la voie à suivre pour permettre à la population d'apporter sa contribution et la façon dont ces contributions seront utilisées;
- Garantir l'adoption de **mesures proactives** de sorte à permettre aux **personnes les plus éloignées des processus décisionnels**, en particulier les personnes qui souffrent de pauvreté, d'exclusion et d'inégalités, de contribuer de manière active au débat sur l'avenir de l'Europe.

TEST 2 sur la dimension sociale de l'action de l'Union - La présidence allemande a-t-elle contribué à l'équilibre de la stratégie «croissance et emploi» en insistant fortement sur la cohésion et l'inclusion sociales?

Pour réussir le test 2, les membres de la Plate-forme sociale invitent la présidence allemande à:

- Faire en sorte que les **messages sociaux importants** de la méthode ouverte de coordination sur la protection et l'inclusion sociales, le pacte pour l'égalité entre hommes et femmes et le pacte pour la jeunesse **soient incorporés aux conclusions du sommet de printemps**;
- Préciser la manière dont **la stratégie de Lisbonne contribue à la poursuite des objectifs sociaux** et en particulier les objectifs convenus suivants: «*donner un élan décisif à l'élimination de la pauvreté et de l'exclusion sociale d'ici 2010*» et renforcer «*le taux d'emploi des femmes, des minorités ethniques, des personnes âgées et des jeunes*»;
- S'attaquer aux défis démographiques et à la **question de la prise en charge de toutes les personnes dépendantes** de façon à contribuer au renforcement d'une Europe sociale basée sur l'égalité et la solidarité et à mieux **concilier vie professionnelle et vie privée**;
- Donner une impulsion politique pour s'assurer que les messages clés adoptés par le Conseil EPSCO à la fin du mois de février continuent d'aborder la question du «**déficit de mise en œuvre**» en proposant des mesures concrètes aux États membres, transposant les analyses en politiques;
- Utiliser les résultats de la consultation lancée sur la **réalité sociale européenne** afin de réévaluer les priorités identifiées dans la stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi.

TEST 3 sur la flexicurité – La présidence allemande a-t-elle facilité une approche équilibrée entre flexibilité et sécurité et garanti la participation active de la société civile?

Pour réussir le test 3, les membres de la Plate-forme sociale invitent la présidence allemande à:

- Faire en sorte que le débat sur le droit du travail **contribue à dégager des solutions quant à la manière dont la législation pourrait évoluer afin de protéger les individus dans le cadre des nouvelles formes d'emploi et de lutter contre toute forme de discrimination**;
- Aborder la **question du dumping social** entre États membres de l'UE et lancer le débat sur les normes sociales européennes;
- **Elargir le débat afin de prendre en considération les autres aspects de la flexicurité** tels que le besoin d'infrastructures sociales solides, un soutien large du grand public, les services de soins, le soutien aux familles, les politiques d'activation et de soutien, le revenu minimum ou l'investissement dans l'apprentissage tout au long de la vie;

- Garantir **l'implication active de la société civile dans la définition de principes communs concernant la «flexibilité»** en sollicitant une plus vaste consultation avant l'adoption de la communication de la Commission.

TEST 4 sur l'égalité et la lutte contre la discrimination - La présidence allemande a-t-elle réalisé des progrès en matière d'égalité des chances pour tous?

Pour réussir le test 4, les membres de la Plate-forme sociale invitent la présidence allemande à:

- Faire en sorte que le premier **sommet sur l'égalité**, qui se tiendra à Berlin en janvier, ouvre la voie à des mesures concrètes des États membres dans la lutte contre les discriminations énoncées dans l'article 13 mais aussi les autres types de discrimination couvertes par la Convention Européenne des droits de l'homme (CEDH) et la Charte des droits fondamentaux de l'Union ;
- Soutenir **l'élaboration de nouvelles lois dans le domaine de la lutte contre les discriminations** couvrant tous les domaines de la vie et pour tous les motifs énoncés à l'article 13. Cela garantirait la cohérence sur le plan du niveau de protection et des domaines couverts par la législation européenne pour les différents motifs de discrimination énoncés à l'article 13;
- Se servir de son influence afin d'encourager les États membres à **collaborer étroitement avec les ONG nationales** dans le cadre de **l'Année européenne de l'égalité des chances pour tous**;
- **Accorder la priorité à la question de l'accès total aux droits et aux services pour les minorités ethniques** en Allemagne et ailleurs en Europe;
- Réaliser des progrès dans l'adoption d'une **décision-cadre de l'UE sur le racisme et la xénophobie** et se pencher sur la nécessité de parvenir à une approche harmonisée à l'égard des crimes haineux.

TEST 5 sur l'égalité entre hommes et femmes et autres aspects de l'égalité des genres - La présidence allemande a-t-elle réalisé des progrès en matière d'égalité hommes/femmes et d'égalité des genres?

Pour réussir le test 5, les membres de la Plate-forme sociale invitent la présidence allemande à:

- Garantir la mise en œuvre du **pacte sur l'égalité entre hommes et femmes**;
- Garantir l'adoption rapide du règlement en vue de la création d'un **institut européen pour les questions de genre** et de sa concrétisation en 2007;
- Lancer des mesures concrètes pour améliorer la mise en œuvre de la législation européenne en matière d'égalité des genres au niveau national, en particulier eu égard à l'égalité des salaires;
- Lancer un véritable débat incluant toutes les parties intéressées, dont des organisations de la société civile, sur la manière dont l'article 4 de la **directive sur l'égalité entre hommes et femmes en matière d'accès aux biens et aux services** est utilisée par les compagnies d'assurances de certains États membres pour justifier le maintien de différences de traitement entre les hommes et les femmes dans les produits du secteur des assurances, tels que les systèmes de pension privés;
- Au niveau des Nations unies, coopérer avec la société civile en faveur d'une approche progressiste des droits de la femme dans le cadre de la commission 2007 sur le statut de la femme, et soutenir une forte égalité des genres dans la réforme de l'architecture des Nations unies.

Test 6 sur les Roms et les gens du voyage – La présidence allemande a-t-elle adopté des mesures encourageant l'inclusion sociale des Roms et visant à l'élimination des discriminations à l'encontre de cette communauté?

Pour réussir le test 6, les membres de la Plate-forme sociale invitent la présidence allemande à:

- **Encourager les politiques visant à l'inclusion sociale des Roms.** Les points importants sont la déségrégation des systèmes éducatifs, la réponse aux besoins éducatifs des Roms, le renforcement des capacités de la population rom en matière d'accès au marché et de travail indépendant, ainsi que la lutte contre les discriminations à l'encontre des Roms;
- Conserver **l'attention sur la question des Roms dans le cadre de la MOC sur la protection et l'inclusion sociales** et s'assurer que les Fonds structurels prévoient un financement de cet objectif;
- **Suivre l'évolution de la situation dans les pays candidats**, en Turquie, en Croatie et dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM), concernant le sort des communautés roms et le respect intégral de leurs droits humains;
- Inviter les États membres de l'UE à **respecter les droits des réfugiés et demandeurs d'asile roms dans le respect de la Convention de Genève sur le statut des réfugiés.** De nombreux Roms ont été expulsés ou menacés d'expulsion vers leur pays d'origine, où ils risquent de subir de graves violations de leurs droits humains et où les conditions requises pour leur retour ne sont pas réunies.

TEST 7 sur les droits fondamentaux – La présidence allemande a-t-elle renforcé le rôle de l'UE dans la promotion des droits fondamentaux au sein de l'Union européenne?

Pour réussir le test 7, les membres de la Plate-forme sociale invitent la présidence allemande à:

- Assurer une mise-en-oeuvre rapide et transparent du règlement prévoyant la création d'une agence européenne sur les droits fondamentaux et prévoir un mécanisme clair de coopération entre l'agence et les ONGs ;
- Dans le cadre de l'évaluation du système européen d'évaluation d'impact, adopter des mesures afin d'améliorer **l'intégration des droits de l'homme dans l'ensemble des domaines politiques de l'UE** en encourageant les institutions de l'UE à faire preuve de plus de transparence dans les instruments qu'elles utilisent à cet effet;
- Garantir son engagement à soutenir la mise en oeuvre de la **communication de la Commission en faveur d'une stratégie pour les droits de l'enfant.**

Test 8 sur l'«Alliance européenne pour les familles» – La présidence allemande a-t-elle été en mesure de réunir une alliance digne de ce nom, basée sur une vaste définition des familles et sur les réalités concrètes des citoyens européens, capable de faire progresser l'égalité entre hommes et femmes et le problème de l'investissement dans les soins prodigués aux membres de la famille dépendants?

Pour réussir le test 8, les membres de la Plate-forme sociale invitent la présidence allemande à garantir que l'alliance:

- Repose sur une **approche large et non discriminatoire des familles**, c'est-à-dire pas uniquement les familles traditionnelles mais aussi les partenariats entre personnes de même sexe, les familles recomposées, les familles monoparentales, les familles sans enfants, les couples plus jeunes et plus âgés, les familles vivant en situation de pauvreté,

les familles nombreuses, les familles avec un membres handicapées, les familles de réfugiés , issue de l'immigration ou de minorités ethniques;

- **Ait pour objectif de défendre les droits individuels** en articulant son action sur: l'égalité entre hommes et femmes, l'individualisation des systèmes de protection sociale, d'imposition et d'allocation, ainsi que la question de soins de qualité, accessibles et abordables pour les membres de la famille dépendants (en fonction d'une approche équilibrée et coordonnée entre les soins apportés par les membres de la famille ou des bénévoles et les services offerts par des professionnels);
- Contribue à **créer au niveau Européen, national, régional et local un contexte économique et social favorable aux familles** tout en respectant l'autonomie de chaque membre d'une famille et en protégeant le lien émotionnel et de solidarité qui unissent les individus au sein d'une famille;
- Fonctionne dans le respect des **principes de bonne gouvernance, de transparence, de responsabilité et de participation de la société civile**;
- **Ancre son travail sur les priorités en matière de droits de l'homme**, dont la Convention des Nations unies sur les droits de l'enfant et la plate-forme d'action de Pékin;
- Adopte des mesures spécifiques afin de **promouvoir les droits liés à la santé sexuelle et génésique** des jeunes, des femmes issues de minorités ethniques et des personnes homosexuelles, bisexuelles et transsexuelles;
- Prenne en considération le droit à une vie de famille (dont le regroupement familial et le partenariat entre personnes de même sexe) **des femmes et des hommes migrants**;
- **défend les droits des travailleurs, bien souvent des femmes migrantes, qui soutiennent les familles en effectuant des tâches ménagères et en s'occupant des membres de la famille dépendants**, en apportant des précisions quant à leur statut de travailleur et d'immigrant;
- **Apporte une contribution aux processus communautaires existants et influence ceux-ci** (par exemple: la stratégie de Lisbonne, la méthode ouverte de coordination concernant la protection et l'inclusion sociales).

TEST 9 sur la démocratie - La présidence allemande a-t-elle contribué à renforcer la démocratie au niveau européen en agissant avec transparence et en impliquant activement la société civile?

Pour réussir le test 9, les membres de la Plate-forme sociale invitent la présidence allemande à:

- Garantir la **participation** adéquate et **valable de la société civile**, tant au niveau européen que national, aux initiatives et conférences organisées par la présidence, notamment au stade de la planification de ces événements;
- Inviter la Plate-forme sociale à prendre part à la réunion de la troïka à la veille du **Conseil informel sur l'emploi et les affaires sociales ou au Conseil informel en lui-même, comme ce fut le cas sous de précédentes présidences**;
- Respecter les **principes de parité et d'égalité entre hommes et femmes** dans l'ensemble de ses activités.

*

* *